



## **COMMUNIQUE DE PRESSE**

### **Montceau n'est pas un cas isolé !**

Le Codef invité par la Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité à assister à la conférence qu'elle a organisée en présence des journalistes de la presse parisienne. Elle s'est tenue à Paris, à la Bourse du Travail de Paris ce vendredi 26 Janvier 2018 à 11H00. Jean-Pierre Meneghel représentait le Codef.

Cette conférence s'inscrit dans la campagne initiée par la Coordination Nationale, qui, au-delà de la riposte aux coups portés, marque ainsi son exigence et celle des citoyennes et citoyens pour une politique de santé qui réponde aux besoins de toutes et tous partout sur le territoire.

Les comités locaux de défense des hôpitaux (90 répartis sur le territoire) présents à cette conférence, ont tous été unanimes pour dénoncer ce constat désastreux au niveau d'un pays dans le domaine sanitaire et social où la maltraitance est installée voir très bien installée au détriment de la bienveillance.

La Coordination Nationale rappelle la pétition nationale qui est en ligne et projette pour le 23 Juin 2018 un grand rendez-vous sur Paris pour rassembler et remettre au Ministère de la santé les cahiers de doléances qui remonteront de toutes les régions touchées ou menacées.

Il a été fait état de la liste impressionnante de fermetures de maternités. De 1500 il y a 25 ans, nous en totalisons aujourd'hui 500 et ce chiffre devrait être encore tiré à la baisse. Les accouchements dans les ambulances apparaissent déjà. Ce secteur qui n'intéresse pas le privé, est laminé par la T2A.

Ont été également évoqués les GHT (Groupement Hospitalier de Territoire) où il est clair que son organisation portera atteinte à la santé des usagers. Faire le choix de vivre éloigné d'un site pivot (Chalon S/S pour nous) met l'utilisateur en danger.

La situation dans les Ehpad est catastrophique. Les 50 millions de Madame la Ministre de la santé, que l'on peut comparer à une petite prime de risque pour les agents pénitentiaires, ne vont rien régler, cela relève du mépris. Pour garantir un emploi d'aide-soignante dans chaque Ehpad en France, il faudrait à minima 150 000 millions.

Nous avons pu comparer les scénarii entre comités de défense. Ils se ressemblent quasiment tous. Comme à Montceau, le plan de fermeture de la chirurgie sera inévitablement suivi de la réorganisation des urgences. Certains comités sont déjà dans la phase de fermeture totale des urgences.

Nous relevons, de cet observatoire national, la difficulté d'avoir une relation humaine avec les soignants dont les conditions de travail sont de plus en plus dégradées. La place des usagers n'est pas pensée, pas théorisée, pas réfléchie...

Une conférence de presse intéressante en soi, les journalistes présents ont été très intéressés par le cas de notre bassin de vie.

**Le 26 Janvier 2018**